Le Cours : finances de la commune

Commune · Morbihan (56) · 684 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Le Cours affichait un encours de dette de 554 k€, soit 809 € par habitant, une épargne brute égale à 9 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 9,1 ans.

Dette par habitant
809 €
554 k€ au total

Capacité de désendettement
9,1 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
9 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
901 € / hab.
616 k€ au total

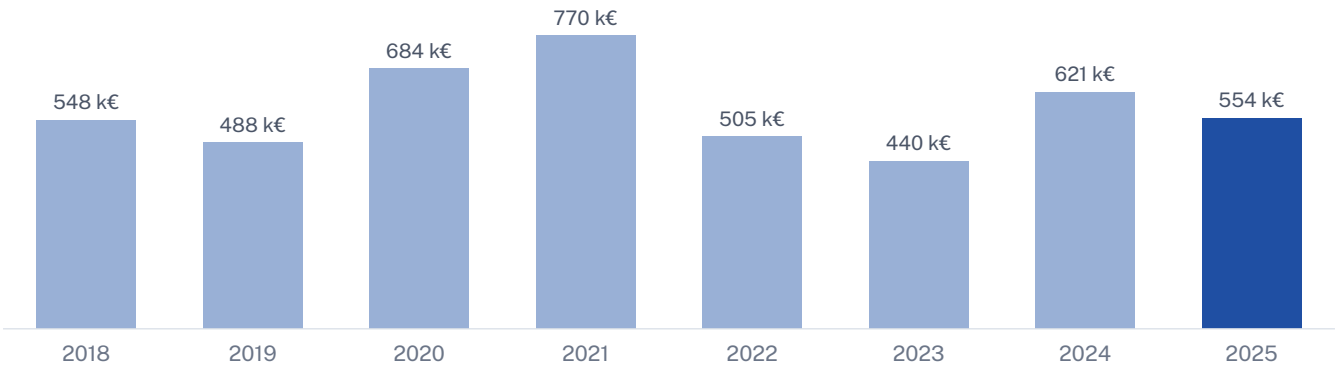
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	901 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	52 %	468 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	9 %	89 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Zone de vigilance).
Est-elle endettée ?	809 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	740 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	470 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 548 k€ en 2018 à 554 k€ en 2025 (+1 %). Valeur la plus haute : 770 k€ en 2021 ; la plus basse : 440 k€ en 2023.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	548 k€	25,3 %	3,7 ans	484 k€
2019	488 k€	22,9 %	3,7 ans	206 k€
2020	684 k€	25,3 %	4,7 ans	459 k€
2021	770 k€	-1,7 %	—	664 k€
2022	505 k€	43,4 %	1,2 ans	224 k€
2023	440 k€	27,9 %	2,1 ans	578 k€
2024	621 k€	22,4 %	4 ans	722 k€
2025	554 k€	9 %	9,1 ans	506 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Le Cours	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	809 €	235 €	+245,1 %
Impôts locaux par habitant	470 €	364 €	+29,3 %
Frais de personnel par habitant	468 €	288 €	+62,7 %
Investissement par habitant	740 €	226 €	+226,8 %
Taux d'épargne brute	9 %	20,5 %	
Capacité de désendettement	9,1 ans	1,9 ans	

Jumelles : Doudeauville (62), Recques-sur-Hem (62), Puyravault (17), Lavelanet-de-Comminges (31), Barjac (48), Bermerain (59), Byans-sur-Doubs (25), Comps-la-Grand-Ville (12), Glos-sur-Risle (27), Louans (37). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	678	684	+0,9 %	+2,7 %
Dette par habitant	720 €	809 €	+12,4 %	−23,8 %
Impôts locaux par habitant	375 €	470 €	+25,4 %	+22,4 %
Frais de personnel par habitant	384 €	468 €	+22,1 %	+23,5 %
Taux d'épargne brute	22,9 %	9 %	−13,9 points	−4,3 points
Capacité de désendettement	3,7 ans	9,1 ans	+5,3 ans	−0,6 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		4 616 €		2 376 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Le Cours	Comparaison
Habitants (2023)	697	+15,2 % depuis 2012 (département : +7 %)
65 ans ou plus (2023)	17,6 %	département : 26,5 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	2,2 pour 100 habitants	département : 2,9
Salariés du secteur privé (2025)	8	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	66	0 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	107,4	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

310 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 60 emplois, soit 20 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	6,2 %	2 %	1,3 %	31,3 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	6,9 %	8,1 %	6,6 %	23,4 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	8,2 %	13,6 %	20,1 %	0 %
Professions intermédiaires	14,4 %	26 %	26,4 %	21,9 %
Employés	24,2 %	26,1 %	26,1 %	15,6 %
Ouvriers	40,2 %	24,2 %	19,5 %	7,8 %

Professions les plus exercées par les habitants : Morbihan (56)

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	6 820	2,2 %
Ouvriers peu qualifiés de l'agroalimentaire	5 780	1,9 %
Infirmiers en soins généraux salariés	5 360	1,7 %
Conducteurs de poids lourds	5 030	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	4 600	1,5 %
Secrétaires, employés de la bureautique	4 530	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	4 340	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	4 070	1,3 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	3 840	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	3 740	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	3 390	1,1 %
Employés de libre-service du commerce	3 350	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Morbihan (56)) : 31 910 au moins, dont 50,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	2 392	47,6 %
Agents d'entretien de locaux	2 312	74 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	1 327	25,2 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 232	50,2 %
Cuisiniers	1 205	65,4 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	977	79,7 %

Métier	Projets	Difficiles
Aides-soignants	971	71 %
Ouviers qualifiés des industries agro-alimentaires	911	77,4 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	820	38,7 %
Employés de libre service	747	5,5 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Le Cours
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	627 k€ pour 9 projets
Par habitant	917 € (communes de même taille : 210 € ; département : 219 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	27,5 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DSIL	Création d'un local commercial multi-activités (restaurant-bar-épicerie) Impasse de Kerolivier	200 000 €
2025	DETR	Rehabilitation du pont de lermont	24 603 €
2024	DETR	Securisation et reamenagement de l'atelier technique	21 015 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.